

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le 4 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE CARMACO

Chez CECCON Frères
71 avenue des îles
74 961 Annecy cedex

Références : 20250617-RAP-InspCarCarmacoAnnecy-vs
Code AIOT dans GUN : 0006101701

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement CARMACO implanté Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74 940 Annecy. L'inspection a été annoncée le 24/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMACO CARRIERES
- Le Pas d'un Jean – La Montagne Annecy le Vieux 74940 Annecy
- Code AIOT : 0006101701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carmaco été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune déléguée d'Annecy-Le Vieux, commune d'Annecy par arrêté préfectoral du 2 mars 2018 modifié. L'autorisation est accordée jusqu'au 2 mars 2036. La remise en état est incluse dans la durée de l'autorisation.

A la date de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2023, le gisement est estimé à 1 383 500 tonnes. Le rythme d'extraction est de 76 800 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est de 478 000 m³ pour la remise en état.

Des installations de traitements sont également présentes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Phasage ;
- Suivi géotechnique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, articles 2.1.11 et 8.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 6.3.1.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1	Sans objet
2	Eaux	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.5.3	Sans objet
3	Stockage Déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
4	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 – I	Sans objet
6	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.2	Sans objet
8	Confortement	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux constats font l'objet de demande de justificatifs de la part de l'inspection :

- constat n° 5 – Phasage :
 - Sous 1 mois, l'exploitant nous transmettra la justification du volume restant de remblaiement disponible du carreau Sud ;
- Constat n° 7 – Conditions d'exploitation :
 - Sous 15 jours, l'exploitant transmettra à l'inspection la validation par le bureau géotechnique de l'autorisation de réaliser une passe de 15 mètres pour le tir du 15 mai 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 1			
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi Extraction - Remblaiement			
Prescription contrôlée :			
Le tableau des activités à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC-2018-0021 du 02/03/218 est remplacé par le suivant :			
Nature de l'activité	Rubriques	Volume d'activité	Classement
Carrières (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510-1	Gisement : 1 383 500 tonnes Production moyenne : 76 800 t/an	A*

		Production maximale : 200 000 t/an Remblaiement autorisé Volume disponible : 478 000 m ³ Vol. Moy : 27 000 m ³ /an Vol. Max : 150 000 m ³ /an	
1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	2515.1.a	Puissance totale des installations : 755 kW	E*
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	2517.1	Surface totale : 30 000 m ²	E*
Constats : L'exploitant nous a justifié en séance les volumes extraits et les volumes remblayés à la date du 31/12/2024. Nous n'avons pas constaté pour l'année 2024 de dépassement des volumes autorisés.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N°2 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, gestion Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux issues des fronts supérieurs et parvenant jusqu'au carreau d'exploitation s'infiltrant de manière naturelle dans le sous-sol. Les eaux circulant sur la piste menant à la zone de traitement au Nord et les eaux provenant du système de nettoyage des roues en sortie de site, sont dirigées de manière gravitaire vers un bassin d'orage de 120 m ³ , dans lequel elles décantent. Un merlon périphérique protège le bassin d'orage. Afin d'éviter toute infiltration des eaux qui serait préjudiciable à la stabilité des fronts et des talus situés à proximité du bassin, l'exploitant s'assure de la pérennité dans le temps de l'étanchéité du bassin.

Constats :

Le bassin d'orage doit être déplacé en même temps que les installations de traitement sur le carreau sud. Ce transfert doit intervenir en phase 2 après remblaiement complet du carreau sud.

Actuellement, l'exploitation de la carrière est toujours en phase 1 jusqu'en 2028.

Le bassin est donc toujours situé à l'entrée côté Nord du site.

L'exploitant nous a déclaré qu'il souhaitait dans un premier temps maintenir ce bassin pour gérer la gestion des eaux pluviales côté Nord. Concernant son déplacement, l'exploitant créera un deuxième bassin côté Sud de 120 m³ (minimum) pour gérer les eaux du secteur Sud. Ce bassin sera créé quand le carreau Sud sera totalement remblayé et les installations déplacées lors de la phase 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Stockage de déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité Stockage

Prescription contrôlée :

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :

- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;
- à la récupération et au traitement des lixiviats ;
- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses.

En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.

Constats :

L'exploitation ne génère aucun stérile ou déchet d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 – I

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité Remblayage

Prescription contrôlée

I. – Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a transmis une note sur la stabilité des zones remblayées, c'est-à-dire au niveau du secteur Sud.

Il existe une bande rocheuse de 15 m de largeur au minimum, du côté de la RD 16, de façon à ce que les remblais soient maintenus en place jusqu'à ce qu'ils retrouvent leurs compacités naturelles. Un drain a également été installé permettant en cas de besoin d'évacuer le trop plein d'eau (situation qui ne s'est jamais présentée jusqu'alors).

Deux inclinomètres sont également implantés sur la bande de roche massive qui sépare la zone de remblaiement de la RD 16. Un suivi régulier de ces inclinomètres par le bureau d'étude géotechnique (SAGE), nous permet de nous assurer que le massif ne bouge pas du fait du remblaiement.

Au vu des éléments fournis et de la mise en œuvre des remblais et leur situation géographique et altimétrique, l'exploitant a justifié leur stabilité.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, articles 2.1.11 et 8.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plans et phasage

Prescriptions contrôlées

Article 2.11 – Plans

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés les éléments suivants :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les dates des levés topographiques ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, bassins de décantation...), des stocks de matériaux et des terres de découverte ;
- la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- l'emplacement des bornes ;
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;
- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Ce plan est réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Un plan de coupe (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation

Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité interdépartementale des deux Savoie).

Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.3.1 – Phasage

L'exploitation de matériaux de roches massives est réalisé selon les plans de phasage et d'exploitation joints en ANNEXE I, III et IV du présent arrêté.

Toute modification de phasage doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de monsieur le préfet de la Haute-Savoie.

Le phasage de la carrière est le suivant : L'extraction des matériaux du carreau Sud n'est plus autorisée.

A la suite du remblayage de la zone, un merlon d'une hauteur de 3 mètres est mis en place à une vingtaine de mètres du pied de falaise du front Ouest du carreau Sud. La circulation des piétons est interdite dans ce périmètre.

Maintien du merlon de 5 mètres NGF au droit du carreau Nord et parallèle à la RD 16.

T1 : janvier 2023 – décembre 2028 :

- Finalisation du remblaiement du carreau Sud avec la mise en forme d'une plate-forme pour accueillir les installations de traitement. La puissance maximale cumulée de ces dernières est limitée à 755 kw.
- Démantèlement et évacuation dans les filières dûment autorisées des installations de traitement si ces dernières ne sont pas réutilisées.
- Fin de la reprise des fronts du carreau Nord :
- sécurisation (mise en place des éléments de confortement) et reprofilage des fronts Nord-Ouest ;
- reprofilage des fronts Nord-Est ;
- extraction du carreau Nord jusqu'à la cote 562 mètres NGF.
- Réalisation d'un merlon au droit de l'éperon central, parallèle à la RD 16 d'une hauteur de 2,5 mètres préalablement à l'exploitation de l'éperon central.
- Purge de l'éperon central.

Constats :

Nous avons vu en séance le dernier plan d'exploitation qui date du 10/12/2024.

A l'état final, la cote du carreau Sud est de 569 m NGF. Sur le plan les cotes oscillent entre 552 et 556 mètres.

Nous avons constaté sur site qu'il n'y a plus d'extraction mais uniquement des opérations de remise en état pour atteindre la cote finale.

A la suite de l'inspection de mars 2024, l'exploitant devait transmettre à l'inspection le calcul du volume restant pour remettre en état le carreau sud à la cote finale et justifier qu'il n'y avait pas de retard de phasage.

Côté Nord, les masses C1 et C4 ont été purgées. L'exploitant nous a déclaré qu'il prévoit de purger les masses C2 et C3 d'ici fin 2025. Le bureau géotechnique doit également passer à la suite du marinage complet des éboulis situés sur la piste. Il prévoit une reprise d'exploitation pour un reprofilage des fronts côté Nord d'ici 2026.

L'éperon central a été purgé conformément aux prescriptions du bureau d'étude.

Le jour de l'inspection, nous n'avons pas constaté de retard vis-à-vis du phasage prévisionnel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'inspection rappelle à l'exploitant, conformément à l'article 2.11 de l'arrêté préfectoral précité, ce dernier doit envoyer les plans d'exploitation à la DREAL avant le 31 mars de l'année n+1.

Sous 1 mois, l'exploitant nous transmettra la justification du volume restant de remblaiement disponible du carreau Sud.

Si la reprise en exploitation normale des fronts Nord devait être repoussée, l'exploitant informera la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Eperon central

Prescription contrôlée

Extraction de l'éperon central :

L'éperon central est exploité lors de la phase T1, l'extraction concerne le banc supérieur d'une hauteur d'environ 5 mètres. L'extraction suivra le toit du banc inférieur qui est solidaire du massif selon une pente de 33/34°.

Le plan de tir préalable doit être réalisé conjointement entre la société de minage et le bureau géotechnique. Il est validé par l'exploitant qui reste responsable du tir.

Préalablement au tir, l'exploitant transmettra le plan de tir à monsieur le préfet ainsi que la période de réalisation du tir. Celle-ci devra exclure les périodes de forte affluence touristique. La mise en œuvre ne pourra avoir lieu qu'en l'absence d'opposition de la part de monsieur le préfet.

Constats :

Par courrier daté du 12/09/2024, l'exploitant a transmis à monsieur le préfet de la Haute-Savoie, la date du tir prévisionnel ainsi que le plan de tir validé par le bureau. Le tir a été réalisé en dehors des périodes de forte affluence touristique (octobre 2024).

Par mail du 11 juin 2025, l'exploitant nous a transmis l'analyse du BE. Il ressort de cette analyse qu'il est nécessaire de reprofiler une zone en partie haute qui n'a pas été minée.

La volumétrie de la masse à purger est d'environ 100 m³. Elle est faillée et est située sur le plan glissant.

L'exploitant nous a déclaré qu'il souhaitait purger cette masse d'ici septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Au vu des caractéristiques de la masse, de sa situation géographique et altimétrique, préalablement à la purge, l'exploitant transmettra à madame la préfète les conditions de réalisation du tir ainsi que de sa programmation à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr

Il mettra en copie la DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Extraction carreau Nord – Phase T1

Prescription contrôlée

Extraction du carreau Nord : Fronts Nord, Central et Nord Ouest (hors angle Nord-Ouest) :
La réalisation d'un front d'une hauteur de 30 mètres avec une pente maximale de 75° par rapport à l'horizontale est subordonnée à la mise en place des mesures suivantes :

- l'exploitation est réalisée du haut vers le bas par des tirs de mines dont la hauteur maximale de foration est de 9 mètres (8 mètres + 1 mètre de surprofondeur). Le matériau pourra être abattu à l'aide de tirs de mines par tranches successives d'une épaisseur maximale de 15 mètres après validation d'un organisme compétent en géotechnique. Cette validation sera tenue à la disposition de l'inspection ;
- la largeur des banquettes est de 15 mètres. Elles seront retalutées en fin d'exploitation du gradin à 10 mètres ;
- après chaque marinage des matériaux, une visite géotechnique attestera de la stabilité des gradins et risbermes dont la largeur définitive ne pourra pas être en-deça de 8 mètres ; l'approfondissement du carreau Nord est réalisé en descente en « escargot » entre les cotes 570 et 535 mètres NGF selon la méthode ci-dessus. »

Constats :

Dans le cadre de ses prescriptions, l'exploitant préalablement au tirs, fait valider par le bureau géotechnique la possibilité de réaliser des tirs de 15 mètres.

Le dernier tir a été réalisé le 15 mai 2025. Pour ce tir l'exploitant nous a déclaré qu'une passe de 15 mètres a été autorisée par le bureau géotechnique.

L'exploitant nous a montré en séance le dernier tir du 15 mai 2025. Ce dernier n'est pas normalisé. Il n'est pas précisé les différentes informations tel que : l'orientation, la vitesse, la charge à la volée et la charge unitaire, l'inclinaison, etc.

L'exploitant nous a déclaré qu'il avait changé de prestataire pour la réalisation des tirs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Sous 15 jours, l'exploitant transmettra à l'inspection la validation par le bureau géotechnique de l'autorisation de réaliser une passe de 15 mètres pour le tir du 15 mai 2025.

D'une façon générale, l'exploitant tracera ces autorisations et les tiendra à disposition de l'inspection.

Concernant le prochain tir, il transmettra postérieurement (au maximum sous 1 mois) le résultat du tir avec l'ensemble des caractéristiques de ce dernier (profondeur, charges, contrôle du forage, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N°8 : Confortement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 8.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi ouvrage de confortement

Prescription contrôlée

Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un suivi dont la fréquence a été définie par un bureau compétent est mise en place afin de

s'assurer de l'efficacité dans le temps de l'ensemble des ouvrages de confortement du site (grillage, clouage, inclinomètres, etc.).

Une maintenance préventive ou curative est effectuée selon les constats effectués lors de ces campagnes.

Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rapports de justification du dimensionnement et des caractéristiques des ouvrages de protection (merlon, écran, filet, barrière grillagées,...) ainsi que de leur validation après mise en place devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant par mail nous a déclaré que le bureau géotechnique préconisé une surveillance des ouvrages tous les 3 ans.

Il nous a transmis le mail qui valide cette fréquence.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 6.3.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des vibrations

Prescription contrôlée

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.

L'objectif retenu est d'atteindre une vitesse particulière pondérée inférieure à 3,5 mm/s.

Dès lors que la vitesse s'approchera de 3,5 mm/s au niveau des habitations, alors l'entreprise vérifiera les paramètres de minage et si nécessaire abaissera la charge unitaire pour les opérations de minage suivantes.

Constats :

L'exploitant nous a transmis en séance le rapport de suivi des vibrations réalisées en 2024. Il est réalisé par la Société d'Ingénierie Minière et Industrielle.

Il ressort de ces éléments que l'objectif retenu d'atteindre une vitesse particulière pondérée inférieure à 3,5 mm/s aux niveaux des habitations est atteint.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

L'inspection rappelle à l'exploitant, conformément à l'article 6.3.1.5 de l'arrêté préfectoral précité, ce dernier doit envoyer le rapport annuel des suivis des vibrations à la DREAL avant le 31 mars de l'année n+1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective